

# CULTURE & RECHERCHE

Culture  
Communication

N° 36, MAI 1992, SUPPLÉMENT DE LA LETTRE D'INFORMATION N° 325

DAG

<b>S O M M A I R E</b>	<b>Politique de la recherche</b>	<b>2</b>
	Les travaux du Conseil ministériel de la recherche	
	Concours externes de recrutement de fonctionnaires de recherche	
	La Maison Suger, un lieu d'accueil pour les chercheurs	
	La réforme des métiers d'art	
	Mise en place du Comité de l'archéologie au CNRS	
	<b>Actualité</b>	<b>4</b>
	Musique et musicologie	
	<b>Lieux</b>	<b>6</b>
	NIMES, ou la colorimétrie au service des métiers d'art	
<b>Actualité</b>	<b>8</b>	
Réunion du bureau Eurocare à Karlsruhe		
L'ANVIE, un lien entre chercheurs et entreprises		
Le jardin exotique Georges Delaselle		
Catalogue raisonné des films Lumière		
Estuaire 92		
Les visiteurs des musées de plein air et parcs culturels		
Chercheurs d'art		
<b>A Lire</b>	<b>10-12</b>	
<b>Calendrier</b>	<b>10</b>	

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Mission de la recherche et de la technologie  
 3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01  
 Tél. : 40 15 80 45

# POLIT DE RECHE

## Les travaux du Conseil ministériel de la recherche

### COMMENT ÉVALUER LES ACTIVITÉS DES PERSONNELS DE RECHERCHE ?

Le groupe de travail « programmation-évaluation » du Conseil ministériel de la recherche s'est réuni le 6 avril 1992 avec à l'ordre du jour une réflexion sur l'évaluation des fonctionnaires de recherche, prévue par le décret n° 91-486 du 17 mai 1991.

Invité par la Mission de la recherche, Richard Varin, chargé de mission à la Délégation aux ressources humaines du CNRS, a présenté l'état d'avancement de l'évaluation prévue par le statut des ITA de cet organisme. Cette évaluation s'inscrit dans la politique de dynamisation des ressources humaines lancée en 1989, elle-même inspirée des circulaires sur la modernisation de la fonction publique.

Le CNRS comprend une population de 15 000 ITA qui collaborent avec 30 000 enseignants-chercheurs et 11 000 chercheurs.

Le statut des ITA des EPST (CNRS, INSERM,...) prévoit une « évaluation quadriennale périodique », en rapport avec celle des laboratoires et des chercheurs, mais qui n'a pas été encore totalement mise en œuvre. Celle-ci a en principe pour objectif à la fois d'apprécier les capacités de l'agent dans son milieu professionnel, et de comparer sa qualification à celle qu'on attend du métier qu'il exerce.

Les réflexions menées ont conduit à considérer la procédure d'évaluation sous l'angle de la « gestion des ressources humaines » qui implique que s'établisse un dialogue permanent entre le responsable d'un service et ses collaborateurs. La nouvelle approche mise en œuvre s'articule autour de l'entretien annuel d'activité pour la conduite duquel a été mis au point un livret-guide actuellement testé.

L'entretien annuel d'activité s'organise autour de trois pôles :

- la qualification actuelle de l'agent
- le rôle dans la vie de l'unité (service ou laboratoire)
- le devenir professionnel

L'analyse des activités professionnelles telles qu'elles sont exercées dans l'unité doit être complétée par une expertise régulière. C'est la fonction de l'évaluation périodique quadriennale, qui doit être

confiée à des experts appartenant aux branches d'activités professionnelles concernées. Cette évaluation périodique devrait être couplée avec l'examen prévu tous les quatre ans des chercheurs et des laboratoires par le comité national, permettant ainsi une prise en compte réelle de l'effort des ITA dans le laboratoire.

Les résultats de l'entretien annuel d'activité, de l'évaluation périodique et le plan individuel de formation devraient permettre de constituer le dossier individuel, support de toutes les étapes de la carrière. Les réticences rencontrées lors des premiers tests ont conduit les responsables du projet à tenter de faire de l'évaluation à la fois le moyen d'indiquer l'état de santé d'un service ou laboratoire et de trouver des solutions aux problèmes personnels que l'évaluation ainsi menée doit permettre de détecter. Il apparaît en effet clairement qu'un système d'évaluation a plus de chance d'être admis par les intéressés s'il débouche sur de réelles perspectives de carrière.

Cette séance de travail a également permis de discuter de la procédure et des modalités d'intégration des techniciens de recherche de 1re classe du ministère dans le corps des assistants-ingénieurs (AI) qui va être prochainement créé par décret.

## Concours externes de recrutement des fonctionnaires de recherche du ministère

Les premiers concours externes de recrutement dans les corps d'ingénieurs de recherche et d'ingénieurs d'études auront lieu entre le 6 et le 10 juillet 1992.

Les concours externes d'assistants-ingénieurs et de techniciens se dérouleront à l'automne 1992. Il en sera de même des concours internes pour les 4 corps de titulaires.

On peut se procurer un *Guide du candidat*, ainsi que le dossier de candidature auprès du bureau des concours 4, rue de la Banque 75002 Paris. Tél. : 40 15 84 65. Ces emplois font également l'objet d'un affichage sur Minitel 3613, code DIALOGUES.

## La Maison Suger : un lieu d'accueil pour les chercheurs étrangers

Située au cœur du Quartier latin, la Maison Suger a été créée par la Fondation Maison des sciences de l'homme pour offrir un espace d'accueil et un lieu de travail aux chercheurs étrangers en sciences humaines et sociales. Le projet en avait été lancé en 1985 par Fernand Braudel, administrateur de la Maison des sciences de l'homme.

### POURQUOI LA MAISON SUGER ?

L'accroissement rapide des échanges internationaux a posé comme une urgence le problème de l'hébergement des chercheurs étrangers pour des séjours prolongés. La Maison Suger a l'ambition d'apporter une réponse, limitée mais ayant valeur d'exemple, à ce problème. Elle vise aussi, en favorisant la vie en commun des chercheurs de toutes disciplines et nationalités, à susciter et révéler de nouvelles perspectives et de nouveaux projets de coopération.

### LE FINANCEMENT

L'immeuble, propriété de l'Etat français, est mis à disposition de la Maison des sciences de l'homme sous forme d'un bail emphytéotique à titre gratuit. La construction et l'équipement ont bénéficié de l'intervention déterminante de la Fondation Volkswagen, puis du soutien financier des ministères de l'Education nationale, de la Culture et de la Recherche, ainsi que de la Ville de Paris ; à ces premiers partenaires se sont joints les ministères norvégien et autrichien de la Recherche, l'Académie des sciences de l'URSS, le Conseil suédois des sciences sociales, la Fondation Thyssen et des donateurs privés.

Un fonds de soutien aux recherches menées par les résidents de la Maison Suger est en voie de constitution. Il a reçu une première contribution, pour trois ans, du ministère de la Recherche.

# IQUE

LA

# RCHE

## LES LIEUX

Située à proximité des principales institutions de recherche, la Maison Suger comporte à la fois des unités d'habitation, des lieux de rencontre et les équipements de travail nécessaires aux résidents : réseaux informatiques internes et externes permettant de se connecter à leur laboratoire et d'accéder à tous types de banques de données et de serveurs. L'hébergement est payant.

## LES UTILISATEURS

La Maison Suger a pour vocation d'accueillir les chercheurs étrangers venant à Paris pour des séjours d'un mois à un an. La sélection des candidatures, qui peuvent être présentées soit par les chercheurs eux-mêmes ou leurs organismes, soit par les institutions de recherche qui les invitent en France, privilégie les séjours de longue durée s'inscrivant dans un programme précis de collaboration et nécessitant l'utilisation des instruments de travail de la Maison Suger.

## PROCÉDURES D'ADMISSION

Les demandes d'hébergement doivent comprendre un curriculum vitae et un programme de recherche accompagné d'une lettre d'introduction d'un partenaire français et adressées à l'administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'homme (54, bd Raspail 75270 Paris cedex 06. Tél. : 49 54 22 91).  
Maison Suger - 16-18, rue Suger 75006 Paris. Tél. : 49 54 26 00.

## Mise en place du comité de l'archéologie au CNRS

Le département des sciences de l'homme et de la société du CNRS vient de mettre en place, auprès de son directeur, un comité de l'archéologie.  
Il a notamment pour attribution :  
- de réfléchir à la notion de publication

en archéologie et de proposer les orientations de la politique en la matière ;  
- de contribuer à la définition et à l'évaluation des actions thématiques programmées et des actions incitatives lancées par le CNRS et, à ce titre, de proposer l'ouverture et le développement de domaines nouveaux ;  
- de définir des priorités thématiques en matière d'emploi scientifique en archéologie ;  
- de veiller à la cohérence de la politique d'aménagement du territoire en matière d'archéologie ;  
- de travailler en vue d'une meilleure inter-pénétration des communautés d'archéologues travaillant en France et à l'étranger.  
Le comité de l'archéologie comprend 15 membres :

- 4 membres de droit désignés par les ministères de la Recherche, des Affaires étrangères, de l'Education nationale et de la Culture (qui a nommé Jacques Tarrête, conservateur général du patrimoine, chargé d'inspection générale) ;
  - 7 personnalités scientifiques nommées par le directeur du CNRS ;
  - 4 membres élus par les sections du comité national du CNRS (parmi lesquels Marc Gauthier, conservateur général du patrimoine, chargé d'inspection générale au ministère de la Culture).
- CNRS, département SHS :  
15, quai Anatole France 75700 Paris.  
Annick Ternier : 47 53 18 45.

## Réforme des métiers d'art

Restaurateurs, décorateurs, céramistes, chimistes, liciers, teinturiers, jardiniers, autant de métiers d'art exercés par 800 agents du ministère de la Culture travaillant à la conception, la production et la restauration du patrimoine mobilier, monumental et ornemental, au Mobilier national, dans les Manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie, la Manufacture nationale de Sèvres, dans les services de restauration des Archives nationales, des musées de France, de la Bibliothèque nationale et dans les grands jardins et domaines nationaux.  
Les décrets portant statut de ces métiers d'art sont parus au J.O. le 23 mars 1992.

Cette réforme sera mise en œuvre pour l'essentiel d'ici la fin de l'année. L'ensemble des 800 agents concernés seront désormais rassemblés au sein des deux nouveaux statuts (chefs de travaux d'art, de catégorie A, et techniciens d'art, de catégorie B) qui se substituent à la vingtaine de statuts différents en vigueur aujourd'hui et au corps des maîtres-ouvriers (catégorie C).  
Un plan de formation est mis en œuvre pour la préparation aux concours d'accès à ces corps et pour l'adaptation à l'emploi, car ces métiers mêlent des savoir-faire parfois très anciens à l'utilisation de techniques souvent très modernes.



Portrait de Breton par Robert Delaunay.  
Fusain sur calque avant et pendant restauration.  
Atelier de restauration des estampes et de la photographie. BN.



Parallèlement à la création de ces deux corps, les agents de catégorie C œuvrant dans ces secteurs pourront tous accéder, en 2 ans, à la maîtrise ouvrière.  
Cette réforme, par la simplification statutaire et l'amélioration des carrières qu'elle introduit, devrait favoriser une meilleure efficacité des moyens publics de recherche, d'analyse, de documentation et de formation, et une plus grande mobilité des agents. J.O. du 23 mars 1992. Décrets n° 92-260 et n° 92-261

## MUSIQUE ET MUSICOLOGIE

### RECHERCHE MUSICOLOGIQUE À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

La Mission de la recherche soutient depuis plusieurs années trois projets importants conduits à la Bibliothèque nationale dans le cadre du Département de la musique.

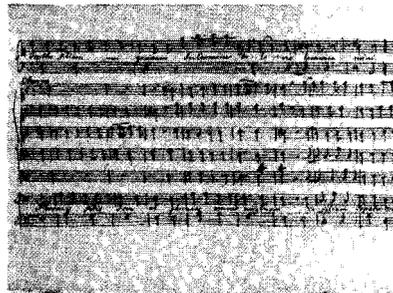
Le premier s'inscrit dans une politique de coopération internationale : il s'agit du Répertoire international des sources musicales. Créé au lendemain de la deuxième guerre mondiale, il a pour objet de recenser et donc de mettre à la disposition des acteurs de la vie musicale, musiciens, enseignants, l'ensemble de la musique imprimée et manuscrite et les écrits théoriques produits avant 1800. Il a déjà à son actif la publication de plusieurs dizaines de répertoires de sources qui ont contribué au renouveau de la musique ancienne en Europe.

Le projet auquel est associé le Département de la musique concerne précisément les manuscrits musicaux avant 1800 conservés à la Bibliothèque nationale et dans les bibliothèques publiques françaises. Ces pages reflètent largement la vie musicale dans les divers pays d'Europe, France, Italie, Allemagne, Angleterre à l'époque classique.

Le très riche fonds italien a engendré un second projet plus spécifique intitulé :



François Couperin : « Leçons de ténèbres ». Bibliothèque nationale.



Carissimi : « Jephte ». Bibliothèque nationale.

« Le chant italien en France au siècle des Lumières : diffusion et adaptation, réception et exploitation des sources vénitienes conservées au Département de la musique de la Bibliothèque nationale ». Une étude comparative avec les sources vénitienes a permis à Sylvie Mamy, auteur du projet, de préparer un ouvrage de synthèse sur les échanges culturels et musicaux entre Venise et la France.

Dernier projet aussi spécifique, le catalogue thématique des œuvres de Jean-Philippe Rameau. L'ensemble des sources manuscrites et imprimées se trouvant en France, il a paru important de préparer un outil de travail détaillé faisant appel aux techniques d'analyse des sources les plus élaborées, étude des filigranes, des copistes, établissement d'une filiation des manuscrits, tout ceci dans le but d'éclairer les chercheurs travaillant pour la future édition Rameau.

Ces projets de recherche « pointus » – dans leur définition initiale – sont ainsi à terme, largement ouverts vers la diffusion à un plus large public d'amateurs et de mélomanes.

Bibliothèque nationale, Département de la musique. Directeur : Catherine Massip. 2, rue de Louvois 75002 Paris. Tél. : 47 03 88 51.

### RECHERCHE MUSICOLOGIQUE AU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LA RENAISSANCE (CESR)

Le CESR (université de Tours/CNRS) conduit un programme international de documentation musicologique informatisée sur la Renaissance, intitulé Ricercar, dirigé par Jean-Michel Vaccaro (dir. adjoint : Jean-Pierre Ouvrard).

Ce programme est soutenu par la Direction de la recherche du ministère de l'Éducation nationale, le CNRS et la Direction de la musique du ministère de la Culture.

Le conseil scientifique de Ricercar comprend, outre ses directeurs, MM. H.M. Brown, J. Duron, D. Fallows et F. Lesure. L'objectif de Ricercar est de contribuer à la constitution d'une communauté internationale de la recherche musicologique sur la Renaissance par la mise en place de bases de données connectées aux réseaux internationaux de communication scientifique.

Ces bases de données sont au nombre de trois : Travaux, Musicologues et Sources.

# ALITÉ

Elles sont constituées à partir de l'investigation exhaustive des grands répertoires et travaux bibliographiques existants et la mise à jour des travaux achevés et en cours, réalisées par un réseau international de chercheurs individuels et institutionnels. Le Centre d'études supérieures de la Renaissance de Tours gère, normalise, mémorise et diffuse les données des différentes bases créées à partir de ce réseau d'informations.

Des outils méthodologiques et techniques élaborés par le conseil scientifique de Ricercar sont mis à la disposition des collaborateurs pour faciliter la normalisation des données des différentes bases.

Enfin Ricercar initie et soutient des coproductions internationales de publications scientifiques (catalogues, répertoires, éditions, etc.).

Contact : Patrick Gilbert. Centre d'études supérieures de la Renaissance, B.P. 1328, 59, rue Néricault-Destouches 37000 Tours. Tél. : 47 20 71 86 ou 47 61 69 58.

## FORMATION DOCTORALE MUSIQUE ET MUSICOLOGIE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Cette formation est délivrée conjointement par l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'École normale supérieure de Paris. L'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) / Centre Georges Pompidou est associé à cet enseignement, et lui fournit ses locaux, ses supports administratifs et techniques ainsi qu'un encadrement pédagogique. Le responsable pédagogique en est Hugues Dufourt (CNRS).

Outre une « musicologie de terrain », ce DEA propose une formation complète en musique et musicologie du XX<sup>e</sup> siècle. Il comprend des enseignements de composition, musicologie, acoustique, mathématiques et psycho-acoustique, ainsi que d'informatique musicale. Il inclut, de surcroît, une initiation à l'épistémologie et à la sociologie de la musique.

Renseignements sur les conditions d'admission et les programmes :

Ircam/CID-RM, 31, rue Saint-Merri 75004 Paris. Tél. : 42 77 12 33 p. 48 23. (à partir du 31 mai : tél. : 44 78 48 23)

## FORMATION DOCTORALE MUSIQUE ET MUSICOLOGIE DE TOURS

Ce programme de formation à la recherche en musique et musicologie, créé en 1985 et dirigé par Jean-Michel Vaccaro, associe l'École normale supérieure (Ulm-bd Jourdan), l'université de Tours, le Conservatoire national supérieur de musique (M. Yves Gérard) et l'École pratique des hautes études (M. F. Lesure et Mme M.-N. Colette). M. Jean Mongrédien, professeur à l'université de Paris IV y apporte aussi son concours personnel. M. Barry S. Brook, professeur à la City university of New-York, en est le conseiller aux relations internationales. La formation qui prépare au DEA et au doctorat est dispensée à l'École normale supérieure du 48 bd Jourdan à Paris (14<sup>e</sup>). Le groupe de formation doctorale compte actuellement une soixantaine d'étudiants en formation et quelques auditeurs libres.

Renseignements sur les conditions d'inscription et l'organisation des études : Centre d'études supérieures de la Renaissance, B.P. 1328, 59, rue Néricault-Destouches 37000 Tours. Tél. : 47 20 71 86.

## LES CENTRES DE RECHERCHE ET DE CRÉATION MUSICALES EN PROVENCE- ALPES-CÔTE-D'AZUR

Six centres de création et de recherche musicales et de nombreux chercheurs et facteurs indépendants développent depuis des années une activité intense et productive en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Ils ont été présentés dans le cadre de Musicora 1992 au Grand Palais à l'initiative de la Direction régionale des affaires culturelles Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du Conseil régional.

Ces centres sont : le CIRM (Centre international de recherche musicale), le CRIM (Création et réalisation en informatique et musique), le CRSM (Centre de recherche en sciences de la musique), le GMEM (Groupe de musique expérimentale de Marseille), le LMA-CNRS (Laboratoire d'informatique et d'acoustique musicale) et le MIM (Laboratoire musique informatique Marseille). La présentation de ces structures et de leurs réalisations a fait l'objet d'une brochure que

l'on peut se procurer à titre gracieux auprès de l'Agence régionale pour la coordination des activités musicales et chorégraphiques.

2, place Barthélémy Niollon, BP 34  
13601 Aix-en-Provence cedex 1.  
Tél. : 42 37 78 00.

## SYMPOSIUM SUR LA RECHERCHE MUSICALE EN EUROPE

C'est dans le cadre de la V<sup>e</sup> Biennale de la création musicale et chorégraphique de l'Essonne que s'est tenu les 11, 12 et 13 mai 1992 à l'école Supélec de Gif-sur-Yvette, le Symposium sur la recherche musicale en Europe, parrainé par la Conférence européenne de la musique, le Conseil international de la musique à l'Unesco et soutenu par le ministère de la Culture.

En accueillant des compositeurs et chercheurs de toute l'Europe, le symposium, ouvert au public, s'est efforcé de proposer une synthèse objective de la situation de la recherche musicale dans les domaines suivants :

- informatique musicale et nouvelles technologies électroacoustiques ;
- évolutions de la facture instrumentale, exploitation de nouveaux outils et matériaux ;
- passerelles/réciprocités : recherches scientifiques et industrielles.

Quelques propositions d'actions concrètes ont ainsi pu être élaborées en vue :

- d'améliorer la circulation de l'information entre équipes de recherche, chercheurs isolés et artistes ;
- d'améliorer la médiatisation de la recherche vers les décideurs culturels, les journalistes, les musicologues et le public ;
- de susciter des pôles d'intérêts communs et des voies de collaboration entre les industriels, les équipes de recherche et les artistes.

Concerts et expositions consacrés aux nouveaux outils ont illustré le colloque.

Un ouvrage sur la recherche musicale en Europe et les actes du colloque est en cours d'édition chez Actes-Sud (sortie prévue fin 1992).

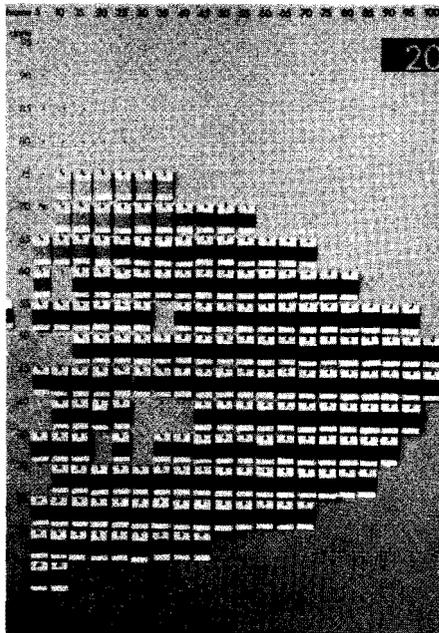
Renseignements : Sylvie Clopet  
Adiam 91, association départementale d'informations et d'actions musicales en Essonne : 105, place des Miroirs 91000 Evry. Tél. : 60 78 28 63.

# L I E

## NIM ou la col au se des méti

**L**e travail d'échantillonnage des couleurs est la première démarche essentielle pour, à l'aide de brins de laine ou de soie teints à la couleur voulue, traduire la palette de l'artiste pour le tissage ou d'un tapis ou d'une tapisserie, ou pour se fondre dans l'œuvre déjà tissée pour une restauration. Ce travail de sélection permet de faire teindre la quantité de laine, ou de soie, nécessaire au tissage par l'atelier de teinture.

Pour faciliter ce travail de sélection des couleurs, Chevreul, chimiste et directeur de l'atelier de teinture des Gobelins de 1824 à 1883, mit au point une théorie des couleurs, fondée sur l'emploi des cercles chromatiques.



Panneau isochrome des échantillons en laine selon le nouvel espace perceptif. Photo Mobilier national.

Le cercle chromatique créé en 1838 par Chevreul présente 72 couleurs de base dont chaque gamme chromatique est composée de nuances équidistantes entre elles, du blanc au noir ou d'un clair vers le foncé, soit un ensemble de 14 400 coloris référencés et codifiés. Il servit à la création d'un magasin des laines et soies, établi dans chaque manufacture.

Mais 150 ans d'utilisation intensive, sans reconstitution régulière des stocks rendue difficile par l'évolution rapide de la chimie synthétique tinctoriale et des supports de base en laine, ont abouti à un fonds présentant des manques et des couleurs apocryphes obligeant les liciers à effectuer des échanges entre ateliers pour réaliser les échantillonnages. De

plus, la palette des artistes contemporains est beaucoup plus vive et le nuancier de Chevreul manquait d'intensité chromatique.

En 1982, le résultat des inventaires effectués dans les magasins faisant apparaître un épuisement partiel des réserves, il est apparu indispensable pour sauvegarder ce patrimoine de recourir à la recherche en mettant en œuvre les technologies nouvelles.

Il s'agissait alors de réorganiser les magasins grâce à une classification unique des coloris quelles que soient les manufactures, et en les enrichissant. En effet la calotte hémisphérique de la classification de Chevreul présente l'inconvénient d'être un espace fermé ne permettant pas l'introduction de coloris aux caractéristiques nouvelles, par exemple de forte saturation, issus du progrès de la chimie des colorants.

### NIMES

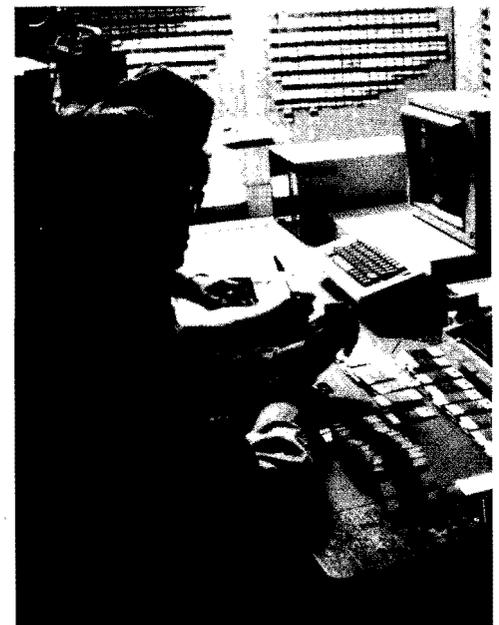
Le projet NIMES, mis en place par M. Fillacier, coloriste, M. Salinaro, informaticien, et M. Longavesne, coloriste, professeur à l'ENSAD, directeur du GRIP (Groupe de recherche informatique picturale - implanté au sein de l'université Paris XI à l'IUT d'Orsay), est développé actuellement sous sa version Nimes II « couleur » par les chercheurs du GRIP en collaboration avec M. Tabary, maître-artiste licier et son équipe des Manufactures nationales, sur des crédits de recherche du ministère chargé de la Culture.

### LES APPORTS DE LA COLORIMÉTRIE

Le vocabulaire utilisé pour désigner les couleurs est trop souvent fondé sur des conventions arbitraires et peut varier d'un métier à l'autre. Préciser le vocabulaire et poser les bases d'une étude physique des couleurs fut une tâche difficile et qui demeure encore inachevée.

Il s'agissait de dépasser le pragmatisme chromatique de Chevreul et de partir des apports scientifiques de la psychométrie et de la colorimétrie : selon cette dernière, chaque couleur peut être caractérisée par trois nombres, à la suite d'une mesure, dans des conditions telles qu'il soit possible de déterminer un nombre correspondant à chaque couleur donnée et inversement de réaliser la couleur correspondant à un nombre fixé. La colorimétrie rend donc des services considérables pour la

Le nuancier psychométrique  
NIMES (nuancier des Manufactures nationales de Savonnerie)  
Atelier de teinture, est un système et un moyen de dialogues entre les liciers et teinturiers et la mise au point de couleurs appelés échantillonnages.



# UX

## MES Colorimétrie Service Artistes d'art

Colorimétrie informatisée  
par informatique  
Manufactures nationales, Gobelins,  
, Beauvais,  
(Mobilier national)  
de consultation  
dialogue entre artistes,  
Artistes pour l'étude  
des ensembles colorés  
d'échantillonnages.

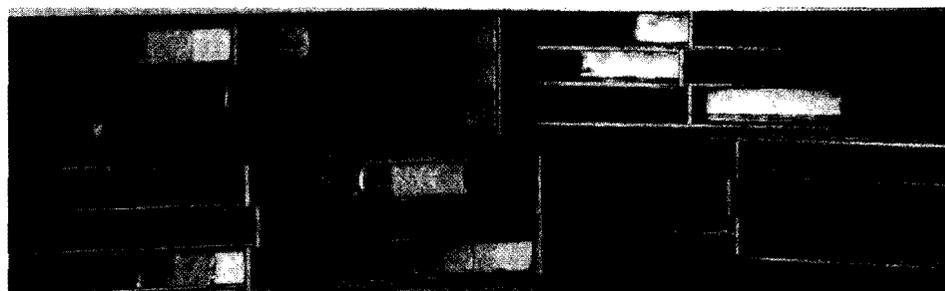
Colorimétrie et configuration informatique NIMES.  
Photo Mobilier national.



production d'objets colorés, même si doivent être approfondies en particulier les limites de validité des règles qui permettent de considérer les couleurs comme des grandeurs mesurables.

NIMES est donc une réorganisation homogène des coloris. L'analyse de chaque échantillon de laine est effectuée à l'aide d'un colorimètre tri-stimuli à fibres optiques couplé à une configuration informatique IBM, fournissant des références d'échantillonnage perceptives : tonalité, clarté et saturation.

Une nouvelle terminologie a été définie, permettant de répertorier l'ensemble des coloris utilisés sous forme d'un présentoir (stockage physique sur support textile des



Magasin des laines de Beauvais.  
Photo Mobilier national.

coloris) et de les mémoriser sous forme de banque de données (stockage informatique) affichant les couleurs à l'écran, facilitant le travail d'échantillonnage des liciers par les manipulations et les comparaisons que ce système permet.

Cette mémorisation des couleurs offre par ailleurs la possibilité de suivre le vieillissement des pigments et donc de retisser une œuvre dans les tons d'origine. Toute nouvelle teinture a sa place dans ce nuancier, ce qui permet sa rénovation et son enrichissement.

### LES UTILISATIONS POSSIBLES DE NIMES

Ce nouveau nuancier NIMES créé pour les Manufactures nationales a donc pour principal objectif de mettre à la disposition des liciers et des restaurateurs du Mobilier national un nouvel outil améliorant leurs conditions de travail, mais il peut servir de référence également aux écoles d'art, aux artistes, plasticiens, architectes et coloristes, comme aux restaurateurs d'œuvres textiles des musées.

Le caractère innovant de cet appareillage permet d'envisager des débouchés industriels dans les secteurs du textile, de la mode, du design, de la chimie des colorants.

A titre d'exemple, pour les designers, le besoin d'un système tel que NIMES réside plus dans la consultation d'harmonies créées par les coloristes, afin d'émettre des choix de couleurs conformes à l'observation de tendances; cette consultation est d'autant plus importante qu'elle peut permettre au designer d'appuyer sa décision de couleur auprès du client et du fabricant dans la mesure où elle repose sur des études réalisées minutieusement. On comprend donc aisément qu'une consultation d'une bibliothèque de couleurs organisée par secteur d'activité et produits correspondants conforterait le designer dans ses choix.

Un autre souci du designer réside dans les problèmes de communication des couleurs

dans une Europe communautaire où les langages sont différents, ainsi que les systèmes de classification des coloris. Un système tel que NIMES permet d'envisager la mise en place d'un réseau de communication de la couleur européen et offre la possibilité d'accéder aux espaces de classification, pourvu que l'on développe des utilitaires de classification adaptés aux besoins de l'utilisateur, facilitant le dialogue avec des techniciens de la couleur.

En conclusion, on peut dire que l'originalité de NIMES réside dans le fait que ce projet ne propose pas une normalisation/standardisation des noms ou des coordonnées à associer à un coloris, mais au contraire une mise en relation des systèmes d'organisation des couleurs tels qu'ils ont été développés dans différents pays (LST, NCS, Munsell, DIN ou autres...). Ainsi tout utilisateur peut acquérir une couleur ou un ensemble chromatique qu'il peut traduire en termes familiers et compréhensibles. ■

Contact : M. Longavesne, GRIP-IUT  
Plateau du Moulon 91400 Orsay.

Tél. : 69 41 00 40.

M. D. Tabary, Manufacture nationale  
des Gobelins

1, rue Barbier du Mets 75013 Paris.

Tél. : 43 37 12 60.

## Réunion du bureau d'Eurocare à Karlsruhe

Le bureau exécutif d'Eurocare, programme de recherche-développement industriel d'Eureka en matière de préservation des biens culturels, s'est réuni du 9 au 10 avril 1992 au rectorat de l'université de Karlsruhe (Allemagne).

Parmi les points abordés par les participants – les représentants des 15 pays de l'Europe d'Eureka – on peut retenir :

- le développement d'Eurocare avec de nouvelles structures associant les industries et les centres de recherches techniques et universitaires comme l'Eurocare Center de Göteborg en Suède ;

- une politique de promotion d'Eurocare par la réalisation de foires-expositions qui permettent aux promoteurs de projets Eurocare de les présenter et de les vendre ; deux foires-expositions sont prévues dans les mois qui viennent : Göteborg en décembre 1992, qui sera plutôt consacrée au patrimoine culturel hors bâtiments, et Paris à l'Unesco en juillet 1993, qui serait plutôt réservée aux monuments historiques et aux bâtiments.

En effet, cette dernière foire se déroulera en association et avec le soutien de l'Unesco et de la RILEM (réunion internationale des laboratoires d'essais des matériaux) dans le cadre de son congrès international sur la conservation de la pierre et des autres matériaux (signalé en rubrique Calendrier).

Enfin rappelons qu'en juin 1992 la France prendra la présidence d'Eureka. A cette occasion, diverses initiatives auront lieu pour développer ce programme dont la France a été à l'origine en 1985.

En particulier pour Eurocare, qui ne se développe pas d'une façon suffisante en France par rapport à son exceptionnel patrimoine culturel, il est envisagé de créer une petite structure de liaison entre entreprises et ministères concernés afin de promouvoir de nouveaux projets ambitieux d'Eurocare en France.

Contact : J. Philippon

Mission de la recherche

Direction de l'administration générale

3, rue de Valois 75001 Paris.

Tél. : 40 15 84 61.

## L'Anvie, un lien entre la recherche et les entreprises

L'ANVIE, Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en entreprise, a été créée en 1991 à l'initiative du ministère de la Recherche. Elle constitue la préfiguration d'une agence de valorisation des sciences de l'homme et de la société, analogue à l'Anvar pour les sciences dites « dures ».

Ainsi, l'Anvie a pour mission de faire connaître les résultats de la recherche en SHS aux entreprises; de cerner et de susciter leurs demandes et de les traduire en termes d'objets de recherche, tant au niveau de leur fonctionnement (organisation du travail, culture, histoire de l'entreprise) que dans l'appréhension de leur environnement (comportement des consommateurs, connaissances des cultures étrangères, ...); de contacter des équipes susceptibles de réaliser ces travaux; de susciter un partenariat entre entreprises et chercheurs par la mise à disposition de banque de données, par l'organisation de rencontres et séminaires. Le montage de groupements d'intérêt public avec des sociologues (GIP mutations industrielles), avec des géographes (GIP Reclus), la mise sur pied de contrats de connaissance (RATP, SNCF) en sont les premières amorces, initiées par le ministère de la Recherche et le CNRS.

En plus de ses ressources propres provenant de contrats passés avec les entreprises, l'Anvie bénéficie d'une subvention du ministère de la Recherche. Elle publie *la Lettre de l'Anvie* (disponible sur demande).

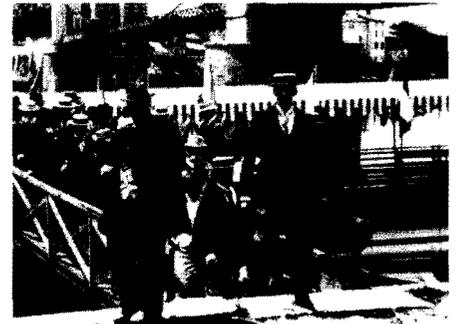
ANVIE : 54, boulevard Raspail 75270

Paris Cedex 06. Tél. : 49 54 21 16.

## Catalogue raisonné des films Lumière

Dans le cadre de la préparation du centenaire du cinéma qui aura lieu en 1995 est engagé un inventaire scientifique des films Lumière. Ce travail doit permettre une identification précise de tous les films Lumière, une recherche historique et géographique de la réalisation de chaque

film, une recherche bibliographique complète et internationale, un recensement de tous les documents écrits, sonores et visuels sur les frères Lumière. Une publication complète sera réalisée avant 1995. La direction du projet est assurée par Michelle Aubert des Archives du film du CNC, où seront conduits tous les travaux d'identification et de restauration des films, et par M. Rittaud-Huttinet, responsable du Centre d'études et de recherche



1895 – Congrès des photographes à Neuilly-sur-Saône. © Archives du Film-CNC.



1896 – Concours de boules à Lyon. © Archives du Film-CNC.

en théâtre et cinéma de l'université Lumière de Lyon II, qui prendra en charge les travaux complémentaires de catalogage, de datation, d'identification des opérateurs, qui constitueront le catalogue raisonné et toutes recherches afférentes (sémiologiques, esthétiques, etc.). Ce projet associe également la Cinémathèque française, l'Institut Lumière, le musée du cinéma de Lyon et les héritiers Trarieux-Lumière.

Service des archives du film

7 bis rue Alexandre Turpault 78395

Bois d'Arcy. Tél. : 34 60 20 50.

M. Rittaud-Huttinet, CERTC, université

Louis Lumière – 5, avenue P. Mendès-

France 69500 Brou. Tél. : 78 01 02 44.

# ALITÉ

## Le jardin exotique Georges Delaselle, un patrimoine à préserver

A la fin du siècle dernier, furent créés à l'initiative de particuliers de nombreux jardins exotiques.

La remise en valeur de ces lieux, témoins d'une volonté d'invention et d'expérimentation, s'inscrit aujourd'hui dans le souci de préservation du patrimoine et de l'environnement.

Le jardin exotique de l'île de Batz relève de cette catégorie. Créé en 1900 par Georges Delaselle sur un terrain désertique, battu par les vents et les embruns, il devint en quelques années un oasis de verdure et d'exotisme.

L'Association des amis du jardin Georges Delaselle, créée en 1989, s'est donnée pour objectif de réhabiliter ce lieu à l'abandon depuis 40 ans. Son projet, en association avec d'autres entreprises, engage une relation entre :

- l'art, sous la forme d'un espace de création *in situ* de sculptures contemporaines avec la collaboration de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris ;
- l'histoire, avec la présentation des antiquités néolithiques sur le site (nécropole) ;
- la nature, avec le jardin, dont a été entrepris l'enrichissement botanique.

Le travail historique accompli jusqu'à ce jour et auquel la Mission de la recherche a apporté son concours, a fait l'objet d'un livre-témoignage sur le jardin Georges Delaselle.

Amis du jardin Georges Delaselle  
27, rue Gay-Lussac 92320 Châtillon.  
Tél. : 40 95 07 21.

## Visiteurs ou consommateurs ?

*Des modes d'usage des musées de plein air, parcs à vocation culturelle et scientifique.* Rapport de recherche remis par Monique Laigneau (CNRS/université de Rennes II) à la Mission de la recherche et de la technologie.

Les musées de plein air, les parcs à vocation culturelle et scientifique sont des produits équivoques en ce sens qu'ils tentent

de concilier des impératifs culturels, des impératifs économiques, et une réponse à une demande sociale plus construite que réelle.

S'agissant du public, une nouvelle figure consommériste devient de plus en plus prégnante, qui, tout à la fois, disqualifie ces supports au regard des critères de l'orthodoxie muséale et les requalifie selon d'autres points de vue, notamment celui de l'accès à un public élargi. Elle coexiste cependant avec la figure du visiteur qui se déplace par plaisir ou par « devoir », ayant d'autres critères de légitimation que ceux de la consommation.

La base de la recherche est constituée par 170 entretiens de visiteurs réalisés en juillet 1990 dans trois sites significatifs des tendances actuelles : parc archéologique de Samara (Somme), Musée de plein air de Cuzals (Lot), Futuroscope (près de Poitiers).

Les visiteurs se distribuent en quatre types selon leur appartenance socio-professionnelle, leur capital culturel, leurs motivations présidant à la visite, leurs modes d'appropriation des savoirs mis en scène, leurs modes d'usage de ces sites rapportés à leurs pratiques de vacances : les explorateurs avant-gardistes, les visiteurs en retrait, les investisseurs, les spécialistes.

Chaque site doit être producteur d'« effets de site » originaux. Le risque le plus grand est celui de l'uniformisation venant tant de la part des concepteurs que des visiteurs, sensible au niveau de l'« intendance » mais pouvant atteindre aussi les contenus et modalités de diffusion.

## Chercheurs d'art

Dans le cadre de la manifestation La science en fête organisée par le ministère de la Recherche et de l'Espace, le rallye Chercheurs d'art sera proposé aux Parisiens le dimanche 14 juin.

Organisé par le CNRS et le ministère chargé de la Culture, ce jeu constitue une invitation à la rencontre de chercheurs spécialisés dans le domaine artistique.

Les chercheurs d'art dévoileront à l'intention des participants du rallye les techniques de conservation et de restauration du patrimoine, partageront leur passion pour la création artistique et les technologies nouvelles, et révéleront les centaines de milliers d'œuvres décrites dans des catalogues informatisés. Plusieurs lieux

témoignant de l'alliance de la science et de l'art et des nombreuses collaborations entre le CNRS et le ministère jalonnent le parcours proposé au public.

Grâce au concours de la Réunion des Musées nationaux, de nombreux prix seront décernés aux participants, chercheurs d'art d'un jour, qui auront à résoudre plusieurs énigmes.

Contact : CNRS, mission de la communication et de l'information scientifique et technique - Lucie Degail

15, quai Anatole France 75007 Paris.

Tél. : 47 53 10 06.

Ministère chargé de la Culture, mission de la recherche - Martine Tayeb

3, rue de Valois 75001 Paris.

Tél. : 40 15 84 62.

## Estuaire 92

A l'occasion de la tenue à Nantes du 23 au 28 avril 1992 d'Estuaire 92, la Mission de la recherche et de la technologie de la direction de l'administration générale a organisé, avec la collaboration



Estuaire 92. Stand de la mission de la Recherche et de la Technologie (photo Chréode).

de la Maison des sciences de l'homme, une exposition sur les activités de recherche et de protection concernant le patrimoine maritime et fluvial (archéologie, histoire, ethnologie...) menées par le ministère ou en collaboration avec des organismes extérieurs, CNRS notamment. Une plaquette a été réalisée à cette occasion par la Mission de la recherche et le département de l'information et de la communication que l'on peut se procurer gratuitement sur demande à ces services.

Mission de la recherche : 3, rue de Valois 75001 Paris. Tél. : 40 15 80 45.

Département de l'information et de la communication (même adresse).

Tél. : 40 15 82 53.

## CALENDRIER

### COLLOQUES ET CONGRÈS

#### ARCHIVES ET RECHERCHES : VERS UNE NOUVELLE INTELLIGENCE DES ARCHIVES ?

25-28 mai 1992

Colloque international organisé à l'initiative de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) à Paris et à Londres, avec le concours scientifique de l'Institut français d'architecture, l'Institut des textes et manuscrits modernes, l'Institut d'histoire du temps présent et le Center for english studies. Il tentera de cerner les perspectives offertes à la recherche à partir de la découverte ou de la reconstitution d'archives jusqu'ici délaissées ou dispersées.  
IMEC - 25, rue de Lille 75007 Paris. Tél. : 42 61 29 29.

#### L'AMCSTI : DIX ANS DE CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

31 mai-2 juin 1992

10<sup>e</sup> colloque de l'Association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle à Paris au Musée national des techniques - Conservatoire national des arts et métiers :  
292, rue Saint-Martin 75003 Paris. Amphithéâtre C. AMCSTI : 48 24 36 84.

#### LES NOUVEAUX MONDES ET L'EUROPE

6-10 juillet 1992

XIV<sup>e</sup> congrès organisé par l'Association internationale des sociologues de langue française et la faculté d'anthropologie et de sociologie de l'université Lumière-Lyon 2 à Lyon.

En même temps se tiendra un colloque international Intelligence de l'Europe organisé avec le soutien du ministère de la Recherche et de la Technologie.

Renseignements et inscriptions :

secrétariat du colloque : Yane Golay - Faculté d'anthropologie et de sociologie - université Lumière - Bat. K - 5, avenue P. Mendès-France, C.P. 11 - 69676 Bron cedex. Tél. : 78 77 23 97.

#### ELECTRONIC IMAGING AND THE VISUAL ARTS

29-31 juillet 1992

Organisé par Birbeck collège & Brameur à la National Gallery - Sainsbury Wing, Trafalgar Square, London.

Conférence soutenue par Esprit II (projet Vasari), programme de recherche et de développement de la commission des communautés européennes.

Information : Brameur Ltd, 237 High Street, Aldershot, Hants GU11 1TJ, UK.  
Tél. : Int + 44 (0)252 313437.

#### FAUST 92

12-20 octobre 1992

4<sup>e</sup> forum des arts de l'univers scientifique et technique à Toulouse. Expositions, colloques, spectacles, stages, concours, liés aux nouvelles des technologies de la création.

Renseignements : F.A.U.S.T. Mairie de Toulouse  
34, rue Pargaminières 31000 Toulouse.  
Tél. : 61 21 44 74.

### LIVRE ET LECTURE

#### LES STRATÉGIES DES GRANDS GROUPES D'ÉDITION. Analyse et perspectives.

Premier numéro hors série des

Cahiers de l'économie du livre. Par Bernard Guillou et Laurent Maruani, ministère de la Culture et Cercle de la librairie, Paris, 1991, 241 p., 120 F.

Etude réalisée à la demande de la Direction du livre et de la lecture, avec le concours du Département des études et de la prospective du ministère de la Culture.

Diffusion : Cercle de la librairie, 35 rue Grégoire-de-Tours 75006 Paris.

#### CHAINES ET GROUPEMENTS DE LIBRAIRIES EN EUROPE

Deuxième numéro hors série des

Cahiers de l'économie du livre. Par Marc Minon, Paris, ministère de la Culture/Cercle de la librairie, 1992, 352 p., 140 F.

Deuxième volet d'une série d'études réalisées pour le ministère de la Culture sur les mutations du secteur du livre en Europe à l'horizon 1993.

Diffusion : Cercle de la librairie, 35 rue Grégoire-de-Tours 75006 Paris.

#### CAHIERS DE L'ÉCONOMIE DU LIVRE N° 7

Ministère de la Culture/Cercle de la librairie, 1992, 110 F.

A lire notamment deux dossiers sur la lecture des étudiants en sciences humaines et sociales à l'université, et sur les étudiants et le livre universitaire.

### COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

#### RAPPORT SCIENTIFIQUE 1991-1992 DU COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE.

Ce rapport fait le point sur les activités du Ciph, dont certaines l'associent au ministère de la Culture (séminaires de recherche sur les musées avec la Direction des musées de France, séminaire « Penser les ruines » avec la Direction du patrimoine, colloque « Penser l'opéra à l'âge classique » avec notamment le département de la musique de la BN.

Collège international de philosophie :  
1, rue Descartes 75005 Paris. Tél. : 46 34 37 78.

#### LA POLITIQUE DES POÈTES

Pourquoi des poètes en temps de détresse

Sous la direction de Jacques Rancière.

Albin Michel/ Bibliothèque du Collège international de philosophie, Paris, 1992, 98 F.

#### LECTURES TRAVERSIÈRES

Par Louis Marin, Albin Michel/Bibliothèque du Collège international de philosophie, Paris, 1992, 150 F.

### BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

#### MONNAIES GRÉCO-BACTRIENNES ET INDO-GRECQUES

Catalogue raisonné, par Osmund Bopearachchi, Bibliothèque nationale, Paris, 1991, 400 F.

#### L'AVENIR DES GRANDES BIBLIOTHÈQUES

Bibliothèque nationale, collection « Les colloques de la BN », Paris, 1991, 300 F.

Actes du colloque sur « L'avenir des grandes bibliothèques » organisé en 1990 par la Bibliothèque nationale. Edition français-anglais. Architecture et conservation. Quel avenir pour le dépôt légal ? Quels réseaux pour relier les bibliothèques et les bibliographies de l'avenir ? Quelle sauvegarde pour les anciens et nouveaux supports ? Quelle place pour les grandes bibliothèques sur le marché de la communication ?

#### THÉORIE, MÉTHODOLOGIE ET RECHERCHE EN BIBLIOLOGIE

Bibliothèque nationale, collection « Les colloques de la BN », Paris, 1992, 236 p., 280 F.

Actes du huitième colloque international de bibliologie organisé en septembre 1989 par la Bibliothèque nationale et l'Association internationale de bibliologie. Point sur la conception de la bibliologie dans les divers pays ; échange de vues sur la bibliométrie et l'application de la systémique à l'étude de l'écrit ; coordination des travaux du programme international de recherche en bibliologie.

#### LA DÉSACIDIFICATION DE MASSE DU PAPIER

Etude comparative des procédés existants

Par Astrid-Christiane Brandt, Bibliothèque nationale, collection Pro Libris, éd. français/anglais, 1992, 184 p., 350 F.

Cette nouvelle collection présente les études menées sur la préservation, la conservation, la restauration et l'archéologie du livre, dans le cadre de la politique de recherche de la Bibliothèque nationale.

En vente à la librairie Colbert :

6, rue des Petits-Champs 75002 Paris.

Par correspondance : service de vente :

2, rue Vivienne 75004 Paris. Tél. : 47 03 88 98.

### BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE

#### LA LETTRE D'INFORMATION DE LA BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE

Avril 1992, n° 2. Mensuel disponible sur simple demande à l'Établissement public de la Bibliothèque de France.

1, place Valhubert 75013 Paris. Tél. : 44 06 01 50.

#### RÉSEAUX

Mars-avril 1992, n°10, journal bimestriel publié par l'Association des amis de la Bibliothèque de France : 1, place Valhubert 75013 Paris.

## ECRITS, IMAGES ET SONS DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE

*Bibliothèque de France/ Institut Mémoires de l'édition contemporaine, collection « Bibliothèque de France », 1991, 184 p., 160 F.*

Comment la Bibliothèque de France peut-elle assurer une véritable complémentarité des sources offertes aux chercheurs sans préjuger d'une hiérarchie éventuelle d'intérêt entre l'écrit, l'image et le son ? Point de vue des chercheurs, créateurs et professionnels appartenant aux domaines culturels les plus divers. Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) : 25, rue de Lille 75007 Paris. Diffusion : 45, rue de l'Abbé Grégoire 75006 Paris.

## COMMUNICATION

### RÉSEAUX

*Janvier-février 1992, n° 51, CNET, 50 F.*  
Dossier : sociologie des journalistes.  
Diffusion : Dif'Pop - 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.  
Tél. : 45 32 06 23.

## INVENTAIRE GÉNÉRAL

### LES VITRAUX DE CHAMPAGNE-ARDENNE

*Corpus vitrearum/Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France, Editions du CNRS, Paris, 1992, 444 ill., 456 p., 590 F.*

### COLLECTION IMAGES DU PATRIMOINE

**Canton de Billom, Puy-de-Dôme** par Marceline Brunet, Brigitte Ceroni, Jean-Paul Leclercq. n° 95, 1991, ill., 96 p., ISBN 2.905554.05.05.3 5., 150 F.

**La chapelle Saint-Julien du Petit-Quevilly, Seine-Maritime** par Claire Etienne-Steiner. N° 96, 1991, 17 p., ISBN 2.9506014.0.5., 35 F.

**Moulins d'Anjou** par Christian Cussonneau, n° 90, ill., 64 p., ISBN 2.906344.32.X., 120 F.

**Angers, le château, Maine-et-Loire, n° 87, ill., 50 p., ISBN 2.906344.29.X., 90 F.**

**Nantes, la préfecture, ancienne chambre des comptes de Bretagne,** par F. Lelièvre, n° 97, ill., 24 p., ISBN 2.906344.35.6., 40 F.

**Les cantons de Metzervisse et Yutz, Moselle,** par B. Malinverno, n° 92, 1991, ill., 112 p., 160 F. ISBN 2.87692-095-66.

**Le pays de Longwy,** par M.F. Jacobs, T. Guillaume, P. Thiébaud, n° 93, 1991, ill., 128 p., 160 F. ISBN 2.87692-096-4.

**Le canton de Soultz, Haut-Rhin,** par M.P. Scheurer, n° 98, 1991, ill., 80 p., 160 F. ISBN 2.908367-25-4.

**Le canton de Barr, Bas-Rhin,** par B. Parent, n° 99, 1991, ill., 96 p., 160 F. ISBN 2-908367-26-2.

**Nantes, la cathédrale,** par J.M. Leniaud, G. Bienvenu, P. Curie (e.a.), n°100, 1991, ill., 64 p., 120 F. ISBN 2.90634-36-4.

**Le Grand-Pressigny, le château, le musée de préhistoire, Indre-et-Loire,** par M. Bardisa et C. Verjux, n°102, 1991, ill., 48 p., 90 F. ISBN 2-905813-08-3.

**Beaufortin, pays de Savoie,** par T. Monnet et M. Pabois, n° 94, 1991, ill., 84 p., 120 F. ISBN 2-11-084714-X.

Tous ces ouvrages réalisés par les services de l'Inventaire général du ministère de la Culture sont en vente à la librairie de l'Imprimerie nationale : 2, rue Paul Hervieu 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 40 58 32 75.

## INFORMATIQUE ET CULTURE

### GUIDE DES APPLICATIONS ET PROJETS INFORMATIQUES

*Direction de l'administration générale, département de l'organisation et des systèmes d'information : 4, rue de la Banque 75002 Paris. Tél. : 40 15 85 10.*

## ETHNOLOGIE

### LE CORPS EN MORCEAUX

*Terrain, Carnets du patrimoine ethnologique n° 18, ministère de la Culture et de la Communication, Paris, mars 1992, 172 p., 70 F.*

terrain 18



le corps  
en  
morceaux

Ethnologues et historiens puisent dans les mythes et dans la réalité pour définir « ce qu'est un corps sain pour une société donnée, à tel moment de son histoire ». Diffusion : CID - 131, bd Saint-Michel 75005 Paris. Tél. : 43 54 47 15.

# CALENDRIER

## 117<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL DES SOCIÉTÉS SAVANTES

26-30 octobre 1992

Organisé à Clermont-Ferrand par le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) / ministère de l'Education nationale. CTHS : 1, rue d'Ulm 75005 Paris. Tél. : 49 55 23 52.

## CONGRÈS INTERNATIONAL SUR LA CONSERVATION DE LA PIERRE ET AUTRES MATÉRIAUX

29 juin-1<sup>er</sup> juillet 1993

Organisé à Paris par l'Unesco et la RILEM, avec la coopération de l'Iccrom, Eureka/Eurocare, Icom, Icomos, The Getty conservation Institute. Les résumés sont à adresser avant le 15 juin 1992 au secrétariat du Congrès. Secrétariat du Congrès : RILEM, c/o ENS, pavillon du CROUS - 61, av. du Pdt Wilson 94235 Cachan cedex. France. Tél. : (33) 1 47 40 08 59 ou 47 40 23 97.

## 7<sup>e</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR L'ÉTUDE ET LA CONSERVATION DE L'ARCHITECTURE DE TERRE

24-29 octobre 1993

Organisée à Lisbonne par la Direction générale des bâtiments et monuments nationaux du Portugal, sous l'égide du Comité international de l'ICOMOS pour l'étude et la conservation de l'architecture de terre. Date limite d'envoi des résumés : 30 juin 1992. Renseignements : Margarida Alçada - D.G.E.M.N. Praça do Comércio 1194 Lisboa codex Portugal. Tél. : (1) 8880995.

## SÉMINAIRES

### SÉMINAIRES PUBLICS D'ARCHÉOLOGIE DE BESANÇON

Organisés par le Centre régional de documentation archéologique, le service d'archéologie de la DRAC de Franche-Comté et l'Institut d'archéologie classique de la faculté des lettres de Besançon. **Le prochain séminaire aura lieu le 10 juin 1992** à la Citadelle à Besançon et aura pour thème l'objet pierre.

A l'automne, les séminaires traiteront de l'objet au musée, et de l'objet organique : l'os.

Renseignements et inscriptions : A. Richard. Tél. : 81 81 29 24.

# À LIRE

## ART

### LA REVUE DE L'ART

N° 94, Editions du CNRS, 1991.

Publiée sous l'égide du Comité français d'histoire de l'art, avec le concours du ministère de la Culture.

Editions du CNRS : 15, quai Anatole France 75700 Paris.

## ARCHIVES

### LE BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION

Répertoire numérique détaillé de la Mission du Bicentenaire, par Agnès Etienne-Magnien et Anne-Claude Lamur-Baudreu, Paris, Archives nationales, 1991, in-8°, 288 p., ill., 200 F.

### CORRESPONDANCE DES INTENDANTS AVEC LE CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES FINANCES 1677-1689.

Tome III, par Anette Smedley-Weill, Paris, Archives nationales, 1991, in-8°, 632 p. Généralité de Flandre, province du Hainaut, généralité de Metz, duché du Luxembourg-Comté de Chiny, gouvernement des frontières de Champagne, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, généralité de Soissons, Amiens, Paris, Orléans, Bourges, Moulins et Riom.

**LES ARCHIVES NATIONALES. Etat des inventaires**  
Sous la direction de Jean Favier, Tome II, 1789-1940. Paris, Archives nationales, 1991, in-8°, 304 p., 220 F. En vente à la Documentation française.

## MUSÉES

### LES MUSÉES EN RÉGION

Fréquentation, horaires, tarifs.

Compte rendu d'une enquête portant sur les années 1986 à 1989, réalisée par le Département des études et de la prospective de la Direction de l'administration générale avec la collaboration de la Direction des musées de France.

On peut se procurer ce document gratuitement sur demande écrite auprès de :

Direction des musées de France, service diffusion, Palais du Louvre : 34, quai du Louvre 75041 Paris cedex 01.

Département des études et de la prospective : 2, rue Jean Lantier 75001 Paris.

## ARCHÉOLOGIE

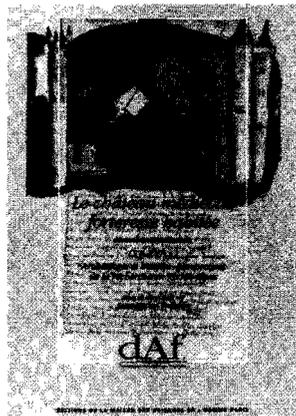
### ARCHÉOLOGIQUES DE POITOU-CHARENTES

Préactes des « Archéologiques de Poitou-Charentes », journées de réflexion sur la recherche régionale tenues en novembre 1991 à Poitiers à l'initiative de J.-C. Papinot, conservateur régional de l'archéologie de la Direction des affaires régionale de Poitou-Charentes et de l'Association des archéologues de Poitou-Charentes.

Direction régionale des affaires culturelles de Poitou-Charentes, service régional de l'archéologie, Hôtel de Rochefort - 102, Grand'Rue, BP 553 86020 Poitiers. Tél. : 49 36 30 35.

### LE CHATEAU MÉDIÉVAL, FORTERESSE HABITÉE (XI<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup>). Archéologie et histoire :

perspectives de la recherche en Rhône-Alpes. Sous la direction de J.-M. Poisson, Documents d'archéologie française, n° 32, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1992, 176 p., 235 F.



Confrontant les données archéologiques et les sources écrites, inhabituellement traitées ici comme des sciences auxiliaires de l'archéologie, les études regroupées dans cet ouvrage nous offrent l'image inattendue d'un château peu habité. Leur objet dépasse largement les limites régionales dans lesquelles elles s'inscrivent et suscitera l'intérêt de tout archéologue et historien médiéviste.

Diffusion : CID, 131, bd Saint-Michel 75005 Paris. Tél. : 43 54 47 15.

### DOCUMENTS D'ARCHÉOLOGIE EN RHÔNE-ALPES

**Le château et la seigneurie de Vuache (Haute-Savoie).**

Par Frédéric Raynaud.

Les résultats des recherches archéologiques, confrontés aux textes anciens, ont permis de restituer l'élévation disparue de ce château de la commune de Vulbens et d'appréhender cette seigneurie comme cadre de la société rurale au Moyen Age et au début de l'époque moderne dans cette région.

Disponible au prix de 140 F (+ 20 F de port) à la DRAC Rhône-Alpes 23, rue Roger Radisson 69322 Lyon cedex 05. Tél. : 78 25 29 72.

A signaler la publication par la DRAC Rhône-Alpes

d'une nouvelle lettre d'information intitulée *Patrimoine(s)*. Se renseigner auprès de la DRAC.

### ORGUES DE LYON

Ce premier tome de l'inventaire des orgues du Rhône recense 80 instruments conservés dans la capitale des Gaules.

Renseignements :

Editions Comp'act. Tél. : 50 56 13 12.

ou ARDIM Rhône-Alpes. Tél. : 72 07 06 28.

## SCIENCES

### SCIENCE, TECHNIQUE, CULTURE ET SOCIÉTÉ.

Brochure du ministère de la recherche et de la technologie/ ministère de la Culture - Délégation au développement et aux formations. Compte rendu des Etats généraux de la culture scientifique, technique et industrielle de décembre 1989.

Contact : Ministère de la Recherche, Délégation à l'information scientifique et technique :

1, rue Descartes 75005 Paris. Tél. : 46 34 30 20.

Ministère de la Culture, DDF : 2, rue Jean Lantier 75001 Paris. Tél. : 40 15 73 00.

### LE CORPS SURNATURÉ

Les sports entre science et conscience

Editions Autrement/ Cité des sciences et de l'industrie, n° 4 de la nouvelle série « Sciences en société », avril 1992, 120 F.

## TECHNIQUES

### CAPTEURS ET INSTRUMENTATION POUR MATÉRIAUX NOUVEAUX ET MÉTAUX

Innovation 128, janvier 1992, 200 p., 3795, 20 F TTC.

Cet ouvrage fait partie de la série d'études sur les nouvelles technologies proposées par Innovation 128, en collaboration avec le Centre de prospective et d'évaluation du ministère de la Recherche.

Innovation 128 : 24, rue du Quatre-Septembre 75002 Paris. Tél. : 42 68 09 71.

## A VOIR

### SAUVER LES FILMS, UNE MÉMOIRE POUR DEMAIN ?

1991, 33 minutes, couleurs. Réalisateur : Jacques Mény. Support de diffusion : vidéo. Film produit par Sodaperaga avec la participation du CNC et du ministère de la Culture.

Présentation sur un plan historique, technique et esthétique des questions posées par la sauvegarde du patrimoine cinématographique et des réponses qui leur sont apportées aujourd'hui. Renseignements : Frédérique Jamet, service de l'action culturelle - Direction de l'exploitation et de la diffusion culturelle - CNC - Tél. : 44 34 38 67.